



Aytré, le vendredi 11 avril 2025

**ARRETE DU MAIRE**  
**N°10-2025**

**Objet : Arrêté portant nomination de Madame Camille PETIT mandataire de la régie culture et événementiel**

**Émetteur :**

Pôle Ressources  
05 46 30 19 28  
dga@aytre.fr

**Affaire suivie par :**

Marie GARDIENNET

VU la décision N°74-2024 du maire en date du 09/04/2025 Instituant une régie de recette culture et événementiel

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 08/04/2025 ;

VU l'avis conforme du régisseur en date du 14/04/2025 ;

VU l'avis conforme du mandataire suppléant en date du 14/04/2025 ;

**Le Maire ARRÊTE :**

**Article I.**

Mme PETIT Camille est nommée mandataire de la régie de recette pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie CULTURE – EVENEMENTIEL, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**Article II.**

Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal. Il doit les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie.

**Article III.**

Le mandataire ne doit pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

**Article IV.**

Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes et payer des dépenses pour des produits et des charges autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal. Il doit les payer ou les encaisser selon les modes de paiement prévus par l'acte constitutif de la régie.

**Article V.**

Le mandataire est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

**Article VI.**

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac, CS 80541, 86000 POITIERS) dans le délai de deux mois suivant sa notification ou en déposant en ligne depuis [telerecours.fr](http://telerecours.fr)

Ce recours peut être précédé d'un recours administratif adressé à l'auteur de la décision.

Dans ce cas, une décision expresse de refus peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois qui suivent sa notification ; une décision implicite de refus née du silence gardé par l'administration pendant deux mois peut également être déférée au tribunal dans le délai de deux mois qui suit son intervention.

**TONY LOISEL**

Maire



Avis conforme du régisseur :

Avis conforme du mandataire :